

Les matinales de (Re)sources

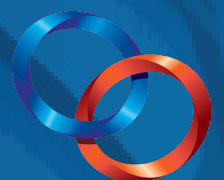
COLLÈGE DES BERNARDINS
21 JUIN 2016

COMMENT ASSOCIER LES HABITANTS DES QUARTIERS INFORMELS À L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS ?

Plus de 90 % de la croissance urbaine est aujourd'hui concentrée dans les pays en développement. Un tiers de la population des pays les plus vulnérables vit aujourd'hui dans des conditions d'habitat très précaire, ce qui exerce une forte pression sur l'accès aux services essentiels. Dans ces territoires, comment les communautés locales, au premier rang desquelles les habitants eux-mêmes, réinventent-ils l'espace urbain et s'organisent-ils pour pallier l'insuffisance d'infrastructures de base ? Comment travailler avec toutes les parties prenantes pour mettre en place des collaborations gagnantes ?

Débat avec **Laure Criqui**, Chercheure en développement urbain international à l'IDDRI et présidente du réseau Projection et **Philippe de Roux**, co-fondateur de l'ONG Eau & Vie.

Débat animé par **Guillaume Josse**, urbaniste et géographe et directeur du groupe Huit.



Guillaume Josse

Laure Criqui, chercheuse en développement urbain à l'IDDRI, a produit une thèse sur les processus de fabrication de la ville à Lima et New Delhi, à savoir la manière dont ces villes se fabriquent, de façon plus ou moins informelle. Elle est également présidente de Projection, un réseau important de jeunes professionnels qui opèrent dans les services urbains dans les pays en développement. Philippe de Roux est cofondateur de l'ONG Eau & Vie, qui développe des projets de desserte en eau « domiciliaire » notamment au Bangladesh, aux Philippines et en Côte d'Ivoire. En 2015, Eau&Vie a raccordé environ 20 000 personnes au réseau d'eau.

La question du journal Les Echos « Le bidonville est-il l'avenir de l'urbanisme ? Je ne sais pas si c'est l'avenir, c'est en tout cas le présent. C'est l'un des enjeux majeurs actuels des villes et, notamment, des villes en Afrique. **Quelle que soit leur dénomination, les « quartiers précaires », « quartiers informels », slum, taudis,... désignent les quartiers échappant aux règles classiques de production de la ville que l'on trouve dans les pays du Nord** : ouverture des zones à l'urbanisation, aménagements, ventes. J'apprécie peu l'adjectif « spontané », car la démarche est rarement spontanée mais toujours organisée. Cependant, le développement de ces quartiers se situe hors du cercle classique et administratif de production de la ville.

La question de l'accès aux services essentiels n'est pas simplement une question technique ; sinon, nous l'aurions résolue depuis longtemps. Elle n'est pas non plus uniquement un problème d'investissement même si les finances sont nécessaires. **La véritable question est celle de faire rentrer la ville dans le bidonville, et l'inverse et de donner au bidonville les attributs de la ville.** La grande majorité de ce que nous appelons aujourd'hui les bidonvilles, à prendre dans une acception très large, est un ensemble de formes pérennes d'urbanisation et le processus de destruction/reconstruction étant, selon moi, totalement inopérant et impossible à réaliser, il est indispensable d'inventer autre chose. C'est sur ces questions que nous porterons notre discussion.

Intervenir dans ces quartiers relève avant tout d'une démarche politique. J'ai souvent entendu des maires, des chefs de quartiers ou même des personnes de la société locale s'interroger sur le fait de dépenser de l'argent pour des squatters et tenter de mettre des services dans des quartiers qui, de toute façon, ne correspondent pas à la ville dite moderne. La ville n'étant pas moderne, il faut donc la refaire. Philippe de Roux, comment convaincre les autorités locales qu'il est temps de mettre la ville dans le bidonville ?

Philippe de Roux

Eau & vie investit, place des tuyaux et fournit de l'eau dans des quartiers précaires et bien évidemment, le fait en lien avec les autorités politiques. Nous opérons avec les communautés et les opérateurs d'eau locaux qui, en général, sont satisfaits de collaborer avec nous, puisque qu'en tant qu'opérateur

de proximité, nous gérons une zone selon des standards et sur une durée qui leur permettent de s'appuyer sur nos services.

Parallèlement à la gestion de l'eau au quotidien et à domicile dans ces quartiers, nous assurons toutes sortes de services complémentaires liés à l'assainissement, à la lutte anti-incendie, à l'accès à l'hygiène, etc. Mais nous nous heurtons, au démarrage, à un certain nombre d'obstacles. **L'eau est une question de pouvoir et constitue un moyen de pression très important pour nombre de personnes dans ces quartiers précaires.** Au Bangladesh, l'eau représente une part du paiement d'un loyer : elle est tenue par des revendeurs informels, plus ou moins illégaux, voire mafieux, qui corrompent fréquemment les agents de la Compagnie des eaux, afin qu'ils ferment les yeux sur les piratages. Cela crée un imbroglio politique qu'il faut dénouer non seulement par le bas mais aussi par le haut.

Au Bangladesh, nous travaillons dans les bidonvilles de Bachentek, Mirpur et Dhaka. Dhaka abrite 15 millions d'habitants et 2 000 nouvelles familles issues de l'exode rural s'y installent tous les jours. Cela donne une idée des enjeux. Quand nous rencontrons les autorités politiques, nous les interrogeons sur ce qu'ils veulent faire du bidonville : le raser ou reloger ou à l'inverse l'inclure dans la ville, ce qui est une forme d'avant-garde. **Montmartre était un bidonville il y a 150 ans, c'est aujourd'hui le quartier le plus huppé de Paris. Pourquoi ? Parce qu'un bidonville est une très belle mosaïque, très patinée. Placés au cœur des villes, ils portent une histoire et auront à en dire dans 100 ans si nous les incluons.** Ils présentent une forme d'urbanisme et de développement, avec de petits logements de 10 à 20 m² qui remplissent un espace et sont empreints d'une humanité très forte. C'est ce que nous rappelons aux autorités politiques en plus du fait que nous avons la capacité de répondre et de nous adapter au mode de vie de ces habitants.

Guillaume Josse

Ramener la ville dans ces bidonvilles nécessite du temps et, par conséquent, un portage politique assez long. Laure Criqui, mener un projet d'amélioration des quartiers informels et y inclure des services essentiels est moralement intéressant, d'autant plus que cela participe de l'aide au développement et produit des résultats positifs. Mais cet enthousiasme est-il partagé localement par tous ?

Laure Criqui

Si la question est posée, cela signifie que la réponse n'est pas si évidente. La question du bidonville pose problème car nous avons l'image d'une ville planifiée et contrôlée, où les populations et les activités économiques viendront selon ce qui aura été prédéfini. **Dès lors que le processus d'urbanisation échappe au contrôle des pouvoirs publics, intervenir dans ces quartiers et faire avec l'existant suppose d'accepter une remise en cause de nos modèles et nos idéaux de villes contrôlées et planifiées.** Cela n'est pas évident. J'y vois deux enjeux, l'un a trait à la dimension politique. Nous trouvons parfois dans certaines villes ou pays des logiques socioculturelles locales portées par un État ou un homme politique, comme à Medellín ou au Pérou. Dans les années 50, l'État péruvien constatant son incapacité à produire des logements sociaux face à un taux d'urbanisation très élevé, a mené une réflexion d'avant-garde. Il a laissé les personnes s'installer et a ensuite considéré le développement d'une action

publique progressive d'accompagnement. **Pour convaincre les politiques, il y a un travail à mener en termes de discours ou d'image qui consiste à promouvoir comme un modèle, voire une innovation, un autre type d'action publique que celui qui consiste à tenter de tout planifier et contrôler.**

Etendre les réseaux d'eau, d'assainissement ou d'électricité implique les ingénieurs ou les commerciaux responsables de la conception de ces infrastructures. Ils ont en tête l'image d'un réseau avec de gros tuyaux, de grandes stations d'épuration, etc., pour répondre à l'extension de ces quartiers. Cela n'est pas nécessairement adapté. Il faut donc remettre en cause les modèles du « tout réseau », et donc du gros réseau centralisé. Cela suppose une profonde conduite du changement sur le long terme.

Les quartiers précaires sont également l'image et la traduction spatiale et concrète d'un système social et économique inégalitaire. Les populations aisées qui vivent dans des quartiers planifiés ont davantage de ressources, notamment en termes d'influence politique, et peuvent faire pression auprès des pouvoirs publics en soulignant qu'étendre les réseaux d'eau dans ces quartiers signifie qu'elles auront moins d'eau. Nous sommes confrontés à des questions de contrat social et de définition de l'intérêt général extrêmement sensibles qui supposent un portage politique particulier pour faire passer ce message. **Etendre les services ou le réseau d'eau aux quartiers précaires n'aura pas pour conséquence de léser le reste de la population. Il faut démontrer l'intérêt général et les externalités positives sur le fonctionnement global de la ville.**

Philippe de Roux

Nous sommes présents aux Philippines, au Bangladesh et en Côte d'Ivoire et nous ne rencontrons pas, en général, un grand enthousiasme. **Raccorder des personnes supplémentaires par rapport à un réseau déjà sous tension pose problème, notamment d'avoir accès à des bulk meters, c'est-à-dire des connexions en eau du fait des problèmes de pression déjà existants dans le reste de la ville. Et le bidonville n'est jamais prioritaire.** Il faut fournir un travail de plaidoyer sur le fait que les personnes sont présentes et qu'il faut donc les inclure au réseau, sinon elles le gèreront elles-mêmes et à leur manière. Mes 10 années d'expériences en plomberie m'ont amené à cette conclusion. Or, si elles le font, les conséquences seront multiples : fuites, tuyaux dans les caniveaux, problèmes de baisse de pression et de mauvaise configuration des réseaux.

Nous venons de signer en Côte d'Ivoire un contrat avec le ministère des Infrastructures, l'Office National d'Eau Potable et la SODECI, la Société d'affermage local. La population d'Abidjan a triplé de volume en six ans, notamment à cause de la guerre civile. C'est ce genre d'arguments que je viens de citer qui les a convaincus. Ce principe de réalisme fonctionne avec des élus qui ont un sens du bien commun. Ces villes sont sous tension et je suis d'ailleurs souvent très admiratif de la manière avec laquelle ils parviennent à gérer la situation, avec très peu, des enjeux colossaux.

Guillaume Josse

J'apporterai un petit complément sur la question majeure du foncier. **Mettre des réseaux dans les quartiers actionne souvent le premier pas vers une reconnaissance mais également le droit de ces**

personnes habitant ces quartiers de bénéficier d'un jour à l'autre de la valeur de leur foncier. Ce point est, en général, assez mal accepté. Cela n'est pas très grave dans les bidonvilles en périphérie mais, à Nairobi ou à Lagos, où le foncier est aussi élevé qu'à Paris, le bidonville en centre-ville soulève quelques réticences quant à les intégrer dans une démarche d'amélioration ou à les rendre pérennes. Par ailleurs, la multiplication des quartiers précaires est un frein au développement tant en termes d'image, de coût social, voire sanitaire.

La plomberie est la véritable question, car de vrais professionnels sont indispensables. J'ai été plusieurs fois en charge de projets d'adduction d'eau dans les quartiers. Souvent, le modèle de la borne fontaine paraissait le plus évident, naturel, simple et efficace. Quel est cet enjeu du dernier mètre et comment vous définissez-vous par rapport aux opérateurs classiques ?

Philippe de Roux

La borne fontaine est une solution temporaire qui a fonctionné. L'objectif est de remédier à l'urgence et d'introduire l'eau dans ces quartiers qui se développent. Mais la borne fontaine ne résouds pas la question du stockage de l'eau, un véritable problème dans les pays chauds et le temps perdu, en particulier pour les femmes et les enfants qui se rendent à la borne fontaine. Au Bangladesh, ce temps s'élève à environ trois heures par famille. L'autrepoint, très important, bien que moins connu, est le fait que nous avons établi des systèmes de bornes fontaines gérées en CBO, Community Based Organization. Si le principe est bon, la pratique s'avère compliquée car l'eau est un enjeu de pouvoir qui suscite de fréquents conflits d'intérêts dans la gestion de la bornes fontaines. En tant qu'opérateurs d'eau de proximité, nous devons résister à différentes pressions en fonctionnant dans la durée, et en s'appuyant sur des personnes bien formées. **Le problème de la borne fontaine, gérée de manière communautaire, entraîne des problèmes de maintenance et de paiement de factures et des dettes extrêmement importantes vis-à-vis de l'opérateur classique.**

A l'instar de la pratique du micro crédit qui repose sur la confiance, nous avons pensé possible d'accorder un crédit moins onéreux que celui de l'usurier et un peu plus élevé que celui de la banque. En les formant à la gestion d'un business et en s'adaptant à leurs modes de vie, nous pouvions leur faire confiance. Aux Philippines, l'eau coûtait trois dollars du mètre cube, alors qu'elle coûtait 20 cents avec un compteur auprès de l'opérateur classique. Plus on est pauvre, plus on paie l'eau à un prix élevé.

L'idée consistait donc à mettre un robinet dans les foyers en dépit des tentations de piratage, et de faire preuve d'innovation en matière de plomberie et de moyens de contrôle. **Eau&Vie recrute des personnes du bidonville qui collectent à domicile tous les jours le montant de la facture du compteur de la veille. C'est là une grande innovation.** Progressivement, l'idée d'être un opérateur de proximité pendant 10 à 15 ans en moyenne, a émergé. **En collectant chaque jour, puis deux fois par semaine, puis toutes les semaines et enfin tous les mois, une discipline et un sens du contrat se mettent en place. Lorsque les clients sont capables d'être des clients classiques de l'opérateur, Eau&Vie remet le réseau et les clients entre les mains de l'opérateur. Cette idée va plus loin que la borne fontaine : disposer de l'eau courante à domicile et éviter le stockage de l'eau.** Au Cambodge, comme c'est sans doute le cas en Amérique du Sud, des opérateurs qui, bien que n'étant pas mafieux, ne traitent que 20 % d'une zone informelle.

Laure Criqui

L'Union européenne a mis en place à Lima, dans les années 90, un programme sur les bornes fontaines et l'amélioration du service. Le principe était le suivant : l'opérateur, entreprise publique, n'avait pas la capacité technique et financière d'étendre des réseaux jusqu'aux quartiers périphériques lointains. Il a donc mis en place, avec l'appui de l'Union européenne, des systèmes de mini-réseaux autonomes, progressifs. Le processus incluait de construire un réservoir par quartier, puis un système de bornes fontaines, ces mini-réseaux autonomes étant conçus dans une perspective de long terme. Au début, existait une gestion communautaire par les habitants du quartier. Ils s'approvisionnaient auprès d'entreprises de camion-citerne qui alimentaient les réservoirs et géraient les fontaines, avec un travail d'accompagnement pour la gestion et la maintenance. Dès lors que l'opérateur en avait la capacité technique et financière, il pouvait condamner le réservoir et raccrocher les canalisations existantes au réseau principal, puis partir des bornes fontaines pour étendre les canalisations à domicile. En passant par l'étape de la borne fontaine, du temps est gagné en termes de travaux et de bâti par la récupération des infrastructures déjà construites. Reste à établir les connexions de dernier mètre dès que cela est possible. Cela illustre une autre façon de partir de la borne fontaine et d'améliorer progressivement l'accès à domicile des services d'eau.

Guillaume Josse

Il faut également tenir compte de la pratique, c'est-à-dire la connaissance opérationnelle. L'idée que c'est au plombier de mettre de l'eau et pas aux urbanistes est très séduisante. Cependant, quel est le levier qui pousse des individus, au-delà des communautés, à se lancer dans une démarche qui les sollicite en termes de temps et d'investissement ? Est-ce la qualité de l'eau, la quantité, le prix ou la reconnaissance sociale ?

Philippe de Roux

Un peu tout à la fois : les habitants disposent d'une eau à domicile et non plus d'une eau stockée sans compter qu'elle devient abordable. Notre stratégie a consisté à faire prendre conscience aux populations de tous les effets induits. Aux Philippines, en passant de trois à un dollar, et avec une meilleure qualité, tout le monde comprend. **L'idée d'une gestion communautaire est un très beau concept mais extrêmement complexe et qui doit être pris en charge par des entreprises.** L'entreprise doit investir, traiter avec les banques, gérer ses fournisseurs et ses clients. Nous devons prendre en compte le prix de l'eau et sa qualité et donc gérer les fuites et la pression. Nos taux de fuite sont passés de 80 % de perte d'eau à 10 %, ce qui réduit considérablement le risque de contamination du réseau, grâce également aux tests réguliers que nous effectuons. Un dernier point important est la fierté de payer une facture, libellée à son nom, et qui confère un fort sentiment d'inclusion.

Guillaume Josse

Dans l'idée d'une gestion communautaire et d'une participation locale, plus les personnes participent au projet, mieux c'est. C'est sans doute une vision idéaliste. Pourquoi les pauvres doivent-ils mobiliser leurs propres ressources pour obtenir des services, alors que les riches ne sont pas sollicités pour participer mais uniquement pour choisir. Concevez-vous cette question entre l'accès aux services, d'une part, et la participation et la mobilisation communautaires d'autre part ?

Laure Criqui

L'idée fondamentale est celle de faire participer les habitants, et ce pour des raisons très pragmatiques qui sont que sans une implication des populations locales, les choses s'avèrent plus difficiles. **Travailler avec ces personnes permet non seulement plus d'efficacité mais aussi de donner aux opérateurs et aux pouvoirs publics la possibilité d'un climat de paix sociale à travers la mise en relation avec les habitants.** La participation soulève d'autres problèmes : des modes de participation, de mobilisation et d'organisation préexistants avec des personnes plus puissantes que d'autres, des intérêts mis en cause et des conflits internes. Rien ne garantit l'harmonie et l'équité de cette communauté et des conflits naissent lorsque certaines ONG ou opérateurs tentent de mobiliser des populations. Par ailleurs, ce sont les femmes qui sont le plus souvent responsables de l'approvisionnement en eau mais lorsque l'on aborde l'organisation de la communauté, elles s'effacent au profit des hommes qui deviennent alors représentants de la communauté.

La question des ressources se pose également. **Ces populations occupent un voire deux emplois avec des temps de transport conséquents. Rentrer le soir pour creuser les tranchées, participer à des réunions d'information, à des sessions de formation sur l'éducation à l'hygiène, etc., peut s'avérer assez lourd.**

La participation des populations peut être un facteur d'inclusion sociale et d'intégration à la ville et à l'espace, mais aussi à son fonctionnement politique, en particulier si cette participation s'accompagne d'un renforcement de capacités en termes de gestion de projets, c'est-à-dire de développement de compétences. Il faut alors élaborer un travail de formation. Au Pérou, les ONG d'accompagnement des populations sont très implantées dans les quartiers périphériques depuis le début de l'exode rural dans les années 50.

Parallèlement à l'implication des habitants, le processus de leur participation doit être institutionnalisé. De leur côté, les pouvoirs publics ou les opérateurs doivent reconnaître la présence de ces collectifs et leur statut de contre-pouvoirs potentiels. Cela suppose aussi d'ouvrir la voie à des collectifs, des comités d'eau et des systèmes de clients intermédiaires entre le client individuel et l'entreprise. L'opérateur doit revisiter ses modes de fonctionnement et revoir son contrôle absolu sur le fonctionnement du réseau.

Philippe de Roux

Il y a plusieurs enjeux à la participation. Il s'agit avant tout de créer de nouveaux liens porteurs de bien-

veillance, et qui ne soient pas des liens de mafia. La participation produit une contribution positive. Nul n'est trop pauvre pour n'avoir rien à contribuer. Le fait de donner, y compris pour les personnes les plus pauvres, est un processus très valorisant qui, de surcroît, permet de s'extraire de la pauvreté. Enfin, la participation constitue, les prémisses d'une organisation politique. L'enjeu de l'eau, du déchet ou encore de l'assainissement est d'inclure ces quartiers précaires dans la ville, à leur faire prendre conscience qu'ils sont capables de se mobiliser et de se battre, afin de faire valoir leurs droits. Et finalement à amener la municipalité à prendre ses responsabilités.

Le modèle économique concernant l'eau fonctionne le plus souvent. Dans notre programme de déchets au Bangladesh, les personnes paient un montant infime leur facture d'eau (à hauteur de 15 à 20 % des dépenses), le reste étant subventionné. Il faut se rendre indispensable en pariant sur la participation des habitants et faire pression sur la mairie pour les convaincre de payer ce service à Eau & Vie dans une optique de pérennisation. Notre client doit devenir la mairie. C'est aussi l'organisation politique au sein du bidonville qui nous y aidera. D'où notre objectif de la participation.

Laure Criqui

Il est essentiel de ne pas oublier les raisons d'un processus participatif et notamment de la part des pouvoirs publics. Ils y ont un intérêt évident : du travail gratuit ! **Il faut veiller à ce que cela ne conduise pas non plus à une forme de désengagement de l'État, qui pourrait déléguer parfois la réalisation de certains travaux aux populations.** Nous pouvons imaginer des partenariats avec une contribution de chaque partie. Cependant, les pouvoirs publics n'ont pas toujours intérêt à faire émerger des contre-pouvoirs.

Guillaume Josse

Cela pose la question de l'impôt. **La concertation, ou la prise en compte des communautés dans cette participation, représente, en fin de compte, une étape vers une normalisation des rapports avec les autorités publiques. Cette normalisation, qu'elle soit appréciable ou pas, signifie probablement l'intégration dans le système fiscal.** En contrepartie, cela implique que l'autorité publique se comporte dans les quartiers précaires, en bien ou en mal, comme dans d'autres quartiers. Il s'agit donc d'identifier les acteurs locaux et leurs jeux de pouvoir, car la conception d'un projet signifie la présence de communautés plus ou moins organisées. Laure Criqui : le bidonville est-il l'avenir de la ville ?

Laure Criqui

Comme vous le formuliez en introduction, l'avenir, peut-être, mais le présent très certainement. **Aujourd'hui s'impose une urbanisation qui n'intègre pas les cadres actuels de la planification, ce qui suppose de changer les modes d'action publique.** J'ignore si c'est l'avenir de la ville mais cela peut servir de base à l'avenir de l'urbanisme ou de la planification urbaine. Il faut également veiller à ne pas idéaliser le bidonville. Le terme de bidonville englobe une grande variété de situations comme des villes en bidons très insalubres, et sur des terrains dangereux. **La variété de bidonvilles ne permet**

pas de les penser sur le même plan. Il y a des quartiers où la trame urbaine est régulière et où tout est construit en dur, sur trois étages. Nous y avons sans doute potentiellement l'avenir de nos villes dans le monde. Nous pouvons peut-être tirer des leçons de quartiers informels, mais pérennes, construits en dur, dans des dynamiques d'intégration progressive, afin de les utiliser éventuellement pour d'autres catégories d'habitats.

Guillaume Josse

Votre présentation des éléments sur Lima, une ville sans urbanistes, suscite des questionnements. Sans urbaniste, la ville ne s'est en effet pas plus mal organisée qu'une autre, avec des mécanismes d'autorégulation et d'arrivée progressive des services assez remarquables. Philippe de Roux, Eau&Vie a desservi près de 20 000 habitants et nous pourrions ajouter deux ou trois zéros pour arriver à desservir à peu près toute les populations en demande. Quelles sont vos préconisations ou recommandations pour passer de 20 000 à 20 millions ou même à 200 millions ?

Philippe de Roux

Il existe plusieurs leviers. Nous avons signé à Sebou un partenariat avec la mairie et la coopération néerlandaise pour desservir 30 000 personnes, c'est-à-dire 5 000 compteurs dans les cinq prochaines années, ce qui représente tous les slums viables, qui ne sont pas situés en zone inondable. Il convient en effet d'avoir une vision réaliste et non pas idéaliste de ces zones où règne une violence permanente qui est liée à l'extrême pauvreté. L'eau y est finalement un point d'entrée.

Certes, nous sommes heureux d'apporter l'eau, mais nous sommes également satisfaits de pouvoir apporter davantage : la culture précède souvent la politique. **Il faut parvenir à changer la culture et à démontrer l'enjeu du bidonville, notamment du fait que 43 % de la croissance urbaine des 30 prochaines années se produira dans des bidonvilles, et que cette croissance peut être positive et inclusive.** L'article du journal Les Échos citait le prince Charles qui déclara en sortant d'un gigantesque bidonville en Inde qu'il y avait davantage d'humanité dans ces bidonvilles que dans de grands ensembles.

J'ajouterai aux changements culturels la notion d'essaimage. Il est important d'avoir des investisseurs et des partenaires pour pouvoir grandir et assurer notre avenir. Nous sommes aussi très ouverts et dans le partage. Notre méthodologie fonctionne sur les questions de plomberie, de software, de contrôle, de relations avec les politiques, et nous sommes prêts à former et à accompagner des entrepreneurs. Nous réalisons une première mission avec Veolia dans des camps de Roms au cœur de la ville de Sofia. Nous avons également mené quelques réflexions avec Veolia sur ces questions au Niger ou au Maroc. Des partenaires tels que le PNUD, les Nations Unies ou encore l'AFD commencent également à s'intéresser à notre démarche. Ils portent une vision assez globale sur ces questions et jugent imparfaite cette solution partielle mais considèrent que la réflexion mérite d'être approfondie.

Questions réponses

Société Yoyo

J'ai créé une société, Yoyo, dans le secteur des déchets recyclables qui permet de rétribuer le geste de tri. Notre action est basée sur le numérique. Le digital vous permet-il de créer un effet de levier et transforme-t-il votre relation avec vos publics ?

Philippe de Roux

Le digital ne représente qu'un moyen même si nous sommes assez innovants à différents points de vue. Nous développons actuellement une application Smartphone destinée à la lecture des compteurs, et qui permettra de gagner du temps. Cependant, rien ne remplace le contact réel entre des collecteurs, des plombiers issus du bidonville et nos clients. Je suis assez sceptique sur les expériences qui ont pu être menées de bornes fontaines avec des prépaiements, sur les systèmes de télé-relevés de compteurs, etc. **La technique n'est qu'un moyen en soi et nous parions surtout sur le lien de proximité avec nos clients.** Elle ne révolutionnera pas les choses, mais permet de gagner quelques points de marge. L'essentiel est le collecteur qui se déplace tous les jours au domicile du client pour récupérer la facture. Or, nul robot ne pourra remplacer cette démarche.

Guillaume Josse

Au Kenya, en Côte d'Ivoire ou au Nigéria, les paiements se font par Smartphone. Les habitants y ont un usage du Smartphone extraordinairement plus développé qu'en Europe et en même temps, il n'y a toujours pas d'eau dans les bornes fontaines ou dans les réservoirs. **Le numérique est très intéressant, notamment pour les questions de recensements, d'identification de personnes ou de bases fiscales, mais il faut tout de même de l'eau dans les tuyaux.**

Veolia

Je vais apporter une petite nuance sur le sujet ; nous n'avons pas parlé du coût du service. L'introduction du digital chez Veolia depuis une dizaine d'années a permis de baisser considérablement le coût de l'investissement d'origine. Le paiement des factures via le téléphone portable au Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde, permet d'éviter de parcourir des kilomètres à pied pour se rendre dans des agences souvent précaires. Le gain de temps est important. **Le digital opère une véritable révolution sur le temps passé à s'approvisionner en eau et le paiement du service et permet de réduire considérablement l'investissement de base.**

Laure Criqui

Ce n'est pas seulement sur les services à proprement parler que le digital s'avère important qu'en amont, sur les questions urbaines et la conception des projets d'infrastructures. Il agit notamment sur ce qui relève de la cartographie de quartiers et du recensement. Le digital n'est évidemment qu'un outil. Cela étant dit, quand des habitants se saisissent des nouveaux outils de cartographie, pour faire un relevé de leur quartier ou dessiner les rues, et donc de créer la carte d'identité du quartier, cela a un sens politique. Par ailleurs, les ingénieurs n'ont pratiquement plus besoin de se rendre dans des endroits très reculés.

Philippe de Roux

Le digital est vital pour notre activité. Nous effectuons des relevés GPS et utilisons constamment Google Earth, pour faire des repérages. Il nous permet de détecter les bidonvilles. Nous faisons des relevés de tous les points avec des collecteurs encastrés et tous les points de fuite potentiels. Autant le télé-relevé en France est utile pour contrôler les pertes d'eau des réseaux, pour nous, il est surtout essentiel d'être présents dans les quartiers précaires

Hystra

Avez-vous déjà tenté ou vécu des expériences alternatives ? Je pense notamment à la technologie de décentralisation de l'énergie et des filtrations où il est possible d'effectuer une partie des traitements sur place, à partir de réservoirs.

Philippe de Roux

L'enjeu est celui de l'espace. Au Bangladesh, la surface d'une habitation moyenne dans les zones où nous travaillons est de 9m² pour une famille. L'espace est extrêmement limité et nous ne disposons même pas d'un mètre carré pour une mini-épuration. L'évacuation se fait de vagues marigots à l'arrière. Nous avons un réservoir à Dhaka qui nous permet de faire de la chloration mais qui compense uniquement les défauts initiaux de pression du réseau.

La Banque Mondiale et la Banque asiatique du logement ont investi dans de nouveaux réseaux. Nous disposerons bientôt de deux nouveaux bulk et donc de trois gros compteurs qui nous permettront de stabiliser les pressions. Moins nous avons besoin de réservoirs et de retraitement, plus le modèle fonctionne. Nous sommes dans un modèle d'extension de réseaux au cœur des villes dans lesquelles nous ne pouvons réaliser de forages. Nous collaborons avec l'opérateur dans l'objectif qu'il prendra, à terme, la main sur le réseau. Nous travaillons également en amont avec lui sur nos standards. Au Bangladesh et aux Philippines, nos standards sont souvent meilleurs que ceux de l'opérateur. Le contrôle de qualité est quotidien pour ce qui est du retraitement. Cela serait différent en milieu rural ou dans la périphérie urbaine, presque rurale, d'une ville africaine. Ceci est très lié à notre contexte, pour l'instant asiatique,

ou même à Yopougon, en Côte d'Ivoire, où nous sommes au cœur de la ville.

Fondation Caritas

La Fondation Caritas est partenaire financier de l'opération au Bangladesh de Eau&Vie. Il est, certes, fondamental de fournir de l'eau potable et de lutter contre la maladie, mais il y a une valeur supplémentaire dans votre expérience, à savoir la création d'emplois locaux. De quels métiers s'agit-il et quels sont les revenus ? Quel est le modèle économique sur un bidonville ?

Philippe de Roux

La gestion du service de l'eau crée effectivement de l'emploi. La moitié de nos équipes sont issues du bidonville. Aux Philippines, elles doublent leur salaire. Les familles passent de 100 à 200 dollars par mois, avec des revenus pérennes, et nous contribuons également à leurs mutuelles de santé. C'est une manière d'asseoir l'avenir et de sortir d'un état de survie.

Il y a des métiers de collecteurs mais aussi de plombiers, des filières très valorisées, d'autant que les personnes sont le plus souvent formées par l'école de plomberie de l'opérateur local. Cela crée des emplois pérennes. Nos opérateurs de saisie sont amenés à gérer le software et le petit administratif est assuré par les personnes des zones dans lesquelles nous travaillons. Notre objectif est de faire grandir les personnes en capacité et en responsabilité.

Laure Criqui

Parallèlement aux projets d'extension d'eau, il y a, au Pérou, l'organisation de foires aux équipements sanitaires : des lavabos, des toilettes, des douches, etc. Ce n'est pas prévu initialement dans la conception du projet, mais dès lors que les habitants ont accès à l'eau, ils manifestent des besoins qui dépassent les questions de plomberie. Ce sont des effets secondaires positifs inattendus qui façonnent le développement d'une activité locale potentiellement importante.

Philippe de Roux

Après notre arrivée au Bangladesh, nous constatons dans ces maisons de 9m² un mètre carré consacré à un espace douche. Nous recevons fréquemment ce type de demande. En plus de nos activités d'opérateurs, nous menons des activités de plomberie. Etant sur place, un camion n'est donc pas nécessaire et notre prestation est donc moins chère qu'une personne qui se déplacerait. Nous développons actuellement, au Bangladesh, une grille pour permettre aux personnes de recevoir un devis selon les prestations. Ce devis est signé, un acompte est versé et les habitants paient une fois la prestation réalisée. Nous entrons dans un processus de normalisation des rapports économiques. Ce genre d'expériences permet de créer, par voie de conséquence, un peu plus d'emplois.

Guillaume Josse

Nous nous trouvons dans la notion de levier. Certes, le service essentiel possède une vie et des intérêts propres, mais il constitue avant tout une marche vers autre chose, notamment le fait que les autorités vont s'occuper de la voirie, de l'éducation, etc.

Commissariat général du Plan

Les bidonvilles sont créés par l'exode rural qui s'accélère aujourd'hui, notamment en Afrique. Dans le milieu rural, la déficience en matière sanitaire et d'adduction d'eau est considérable. N'y aurait-il pas un lien à faire entre les deux phénomènes, puisqu'ils sont très corrélés ? Il existe en particulier l'idée selon laquelle les personnes quittent leur village, car ils ont de meilleures conditions de vie ailleurs. Il faudrait alors peut-être les faire mentir sur ce point pour freiner l'exode rural.

Vous avez insisté, Monsieur de Roux, sur l'importance dans les bidonvilles d'avoir une gestion par une entreprise. Cela me paraît très important, en particulier parce que l'entreprise aura plus facilement connaissance des meilleurs procédés qu'une ONG. Ne pourriez-vous pas vous appuyer, aussi bien dans les bidonvilles que dans le milieu rural, sur une ingénierie adaptée à cela ?

Guillaume Josse

L'augmentation de la population des bidonvilles est actuellement à peu près équilibrée entre le solde naturel et l'exode rural. Par ailleurs, l'exode rural en tant que tel n'est pas nécessairement le cas le plus commun. Les itinéraires passent d'une petite ville, puis une moyenne pour terminer dans la grande ville. Les personnes arrivent en ville car ils fuient une situation dans laquelle ils ne se sentent pas à l'aise et ne pensent pas que la vie y sera parfaite. Par ailleurs, à ma connaissance, nous ne sommes jamais parvenus à freiner l'exode rural.

Philippe de Roux

En général, les philippins viennent en ville pour profiter de ses attraits qui sont réels : hôpitaux, écoles, possibilité d'avoir trois repas par jour, de manger du riz au lieu de maïs. Eau&Vie est à la fois une entreprise sociale pour la partie « gestion de l'eau » dont les dividendes sont réinvestis mais est également une ONG c'est-à-dire de mobilisation communautaire et de services complémentaires et essentiels. Il s'agit d'une structure hybride, avec deux éléments qui travaillent de concert.

AFD, division « eau »

Ma question porte sur le positionnement dans certains pays de votre ONG, qui est a priori une ONG internationale. Comment travaillez-vous avec des ONG locales ? Le positionnement de l'ONG dans l'écosystème politique me semble crucial. Vous avez présenté votre relation avec les clients, les ménages, mais quels contrats avez-vous avec la mairie ou le représentant politique, voire des quartiers, dans

lesquels vous intervenez ?

Vous avez dit, en balayant un peu d'un revers de la main la gestion communautaire qu'il faut une entreprise dans ces quartiers précaires. Il faut cependant différencier ce qui relève de la gestion communautaire et de la représentation, de ce qui est du ressort de la gestion et de la gouvernance communautaire, de ce qui va relever de la gestion du service, qui sera professionnelle et payante. Je cite l'exemple d'une ONG locale à Kinshasa. Il ne s'agit pas de gestion communautaire bénévole, mais professionnelle, payante, et cela fonctionne un peu sur votre modèle, avec peut-être moins d'expertise en plomberie. Ils ont mis l'accent sur la gouvernance qui est le problème crucial, au-delà des problèmes techniques.

Philippe de Roux

J'ai travaillé plusieurs années au sein d'ONG, notamment auprès de l'ONG Inter Aide, et, par conséquent, la question de l'approche communautaire est extrêmement importante. Il y a un an à un an et demi de travail préalable de mobilisation communautaire, parallèlement au travail mené avec les autorités politiques, qui, lui, est du ressort des ONG. Nos structures dans chaque pays, une entreprise sociale locale et une ONG, supposent évidemment ce travail préalable et essentiel.

La gestion d'entreprise sur la partie « eau » dans les quartiers précaires est totalement inséparable d'une approche préalable d'ONG d'ingénierie sociale, et qui concerne l'organisation des personnes, les comités « eau », les comités « hygiène », etc.,.... Nous signons des contrats cadres avec les instances politiques, c'est-à-dire des contrats de sous-opérateurs avec l'opérateur classique qui nous vend l'eau pour nous permettre de la fournir. En Côte d'Ivoire, nous avons signé un contrat d'affermage avec l'Office National de l'Eau Potable qui investira dans le réseau. L'ONEP a signé notre contrat sous la tutelle du ministère de l'Infrastructure, un contrat avec la mairie et le député. C'est un travail de concertation avec le maire et les autorités qui prend beaucoup de temps, car nous devons réunir tout le monde autour de la table (politiques, entreprises d'eau, communautés locales). **Ce que nous apportons de différent par rapport à de grands opérateurs, dont l'expertise est incontestable, c'est ce travail social.**

AFD, division Eau

Comment procédez-vous au départ en tant qu'ONG internationale ? Quelle est votre légitimité vis-à-vis du maire ?

Philippe de Roux

Lorsque je suis arrivé aux Philippines, j'ai dit que j'étais Philippin ce qui a beaucoup amusé, mais j'y avais résidé quelques années. Le programme a démarré dans un pays où j'avais longtemps travaillé, notamment sur les questions du microcrédit. J'ai donc pu m'appuyer sur les anciennes équipes du micro crédit et dans des zones que je connaissais bien. Nous avons dit que nous aurions de meilleurs taux de remboursement et que nous pourrions résoudre les problèmes d'eau grâce à notre expérience

de plomberie et de crédit. Au début, personne ne nous a crû. Nous sommes arrivés en Côte d'Ivoire du fait que j'y avais des contacts. Nous avons mis en avant notre expérience aux Philippines et au Bangladesh et notre souhait de travailler dans un pays francophone et une ville en plein développement. Cela s'est réalisé de manière opportuniste.

Suez

Je partage tout à fait l'idée selon laquelle il faut accompagner le processus d'intégration des bidonvilles dans la ville, notamment en mettant en place des dispositifs d'ingénierie sociale. S'il faut réussir à s'adapter à ces cadres et, progressivement, à faire en sorte que les personnes puissent être desservies en eau, avec des droits et des devoirs, ma question porte sur la durabilité et la manière dont vous agissez auprès de l'opérateur. Vous parliez de la nécessité de collecter les factures auprès des ménages par les agents dans un souci de proximité, mais cela est impensable pour un opérateur qui doit sécuriser les transactions. Comment agissez-vous auprès de l'opérateur, sachant que si cette dimension de proximité s'avère nécessaire dans le contexte de ces quartiers, il est évident que l'opérateur, à l'échelle municipale de 10 millions d'habitants ne pourra pas tenir cette présence ?

Philippe de Roux

Nous travaillons avec l'opérateur pendant 10 ou 15 ans. Le principe de base consiste à dire qu'un opérateur classique ne peut s'adapter au mode de vie de ces personnes. **En revanche, nous pouvons réussir à transformer, en l'espace de 10 à 15 ans, ces clients en clients classiques de l'opérateur. L'indicateur en la matière est la capacité à payer une facture au mois et à deux kilomètres de chez soi d'ici 10 ans.** En tout cas, nous faisons en sorte que cela soit possible et que l'opérateur puisse récupérer ces clients et, éventuellement, une partie de nos équipes. Mais nous manquons encore un peu de recul puisque notre activité n'a démarré qu'en 2009.

Laure Criqui

Il y a également un travail à mener auprès des services clientèle des opérateurs qui peuvent être développés et repensés. Nous ne nous situons plus nécessairement sur des services clientèle dont le modèle est « je paie ma facture et je fais une réclamation ». De nombreuses choses peuvent être développées en Inde ou au Pérou, notamment dans le secteur électrique. Les opérateurs y ont développé des magasins d'équipement d'électroménager décentralisés qui sont adossés au paiement des factures et tout ceci constitue un système destiné à repenser un lien entre l'opérateur et les clients. Plutôt que de dire que les opérateurs ne peuvent pas s'adapter au mode de vie de ces personnes, je pense qu'il y a des marges de manœuvre de type commercial ou par le biais d'une démarche innovante.

Suez

Il ne me semble pas possible de faire de la collecte à domicile tous les jours du fait que nous n'avons

pas les mêmes infrastructures, en tout cas à court terme. C'est un principe de réalité mais cela sera peut-être le cas à terme et relève d'une question politique. L'État pourrait décider de subventionner en partie cette démarche

REPSO « Réponse sociétale »

Concernant l'immigration des villes, une confrontation s'installe entre les envahisseurs, comme on les appelle en Inde, et les résidents de droit, auxquels s'ajoutent les services publics ou leurs opérateurs, là où nous trouvons du non planifiable. **L'avenir n'est-il pas d'organiser humainement, technologiquement et intellectuellement des services permettant de prendre en compte le fait qu'il y aura toujours des mouvements non planifiables et qui soient adaptés à la gestion de ces mouvements ?** Cela peut d'ailleurs être vrai pour l'émigration, comme pour l'essor du numérique, qui est un autre sujet informel, ainsi qu'un certain nombre d'autres sujets passant par la mise en place de solutions transitoires. C'est d'ailleurs souvent le cas en Amérique du Sud, notamment en Équateur ou en Colombie, où les personnes qui arrivent sont prises en charge non pas directement par les services municipaux, mais par des ONG ou encore des entreprises de camion-citerne. Ces actions s'opèrent dans une intelligence bien comprise et sont missionnées par la collectivité publique, non pas pour rendre immédiatement formels des quartiers informels mais pour les conduire progressivement vers l'inclusion et pouvoir, par conséquent, gérer de manière progressive ce flux migratoire. Il serait peut-être intéressant d'examiner cela en France dans des camps comme celui de Calais, et où nous nous situons dans une véritable opposition en termes d'intelligence, entre des choses qui, naturellement, n'étaient pas planifiables, mais devaient arriver et une rigidité de la part des services publics.

Guillaume Josse

Je parlerai tout d'abord de la notion de personnes arrivant versus celles qui sont déjà présentes. La situation est parfois inverse. Nous avons des quartiers précaires qui ont entre 30 et 50 ans et des quartiers riches qui n'ont que 15 ou 20 ans. Qui est l'envahisseur ? C'était probablement valable dans les années 80, mais la situation est aujourd'hui totalement enkystée. Il est vrai que nous avons des quartiers qui ont 40 ans. Nous connaissons la population de Ouagadougou dans 20 à 25 ans. Lagos, compte 450 000 habitants de plus par an. **Nous sommes donc en mesure de planifier et d'anticiper mais les moyens manquent pour agir. Les villes sont débordées par l'afflux de personnes et disposent de budgets dérisoires. Le budget d'une ville africaine s'élève à 10 € par habitant par an quand celui de la France est à 4 000 € par habitant par an. À Lomé, il est à 2,5 à 3 € et à 50 € à Cotonou, ce qui est exceptionnel.** Fabriquer la ville coûte très cher. La ville peut également se faire sans planification de la part des autorités. Lima a une particularité environnementale car la ville se situe sur une zone désertique. Ce n'est peut-être pas plus simple, mais c'est moins compliqué. Aujourd'hui, l'ensemble de la communauté, à la fois les autorités locales, mais également les bailleurs et les experts sont incapables de prendre en compte et d'accueillir ces populations. Cela s'arrêtera un jour. Cependant, l'inertie démographique est importante. En 2050 ou en 2080, nous parviendrons à stabiliser la population, mais Ouagadougou aura 5 millions d'habitants, Lagos 50 millions et la moindre petite ville en aura 350 000.

Laure Criqui

Essayer de planifier le nombre de logements est effectivement illusoire face à tous ces flux. Il existe tout de même des pistes de solutions peu coûteuses et progressives ou incrémentales, qui méritent d'être creusées. L'extension des réseaux de services, qu'il s'agisse d'infrastructures lourdes ou de systèmes décentralisés, nécessite de la voirie. Arriver à préserver une voirie ou des espaces publics pour installer des transformateurs ou des stations de traitement peut s'avérer peu coûteux. Cela demande de parvenir à contrôler ces espaces et à les garder libres mais cela permet également de prévoir et d'orienter progressivement l'installation des personnes. **Sur le plan des infrastructures, nous pouvons imaginer des systèmes d'intégration progressive avec des mini-réseaux décentralisés ou autonomes permettant d'instaurer des pratiques de consommation et de paiement des factures accompagnés avant d'être intégrés au réseau.** Cela suppose également un changement fondamental dans la manière d'agir des opérateurs, dans le mode de fonctionnement de leurs équipes et de leurs pratiques quotidiennes ou encore dans le modèle de réseau.

IRD - l'Institut de Recherche pour le Développement

J'ai ai été citée dans l'article des Échos « Le bidonville est-il l'avenir de l'urbanisme ? ». La question n'est pas de savoir si c'est l'avenir de la ville ? Nous le savons bien puisqu'une très large partie de la croissance urbaine se fait et se fera dans les bidonvilles. La véritable question est une question d'échelle. Nous nous interrogeons toujours sur comment passer d'un petit quartier à toute une ville. Comment passer de la proximité avec les habitants à la gestion à l'échelle d'une grande entreprise ? Il y a tout de même un milliard d'habitants aujourd'hui dans ces bidonvilles. Si l'article des Echos a été très provocateur dans ses termes, il entend avant tout exprimer que **pour changer d'échelle il convient de changer également de regard. Il faut peut-être arrêter de poser la question telle qu'elle est posée, de façon très légitime : comment intégrer les habitants ? Que signifie, par ailleurs, intégrer 90 % d'une ville dans 10 % ? Dans certaines villes, en effet, 90 % des personnes constituent des quartiers informels.**

Le bidonville est peut-être l'avenir de la ville, mais il est surtout le passé ; les villes ont 4 000 ans, mais l'urbanisme n'en a que 150. Comme vous le disiez au sujet du quartier de Montmartre, cela commence toujours par quelqu'un qui s'installe, puis cela grandit jusqu'à devenir une ville. Nous avons répondu à une volonté fondée sur l'intérêt public de résoudre des questions spatiales et sociales par l'espace en créant l'urbanisme. Mais une partie du monde n'a pas réussi à suivre. C'est peut-être là l'erreur. **Il ne s'agit pas tant d'un manque de moyens qu'un manque de moyens pour faire comme nous voudrions idéalement le faire, c'est-à-dire de l'urbanisme à l'occidentale.** Il est très intéressant que les questions soient aujourd'hui posées différemment, notamment avec la nouvelle idée du développement urbain durable. On ne dit plus seulement qu'il faut qu'il y ait de l'air, de l'hygiène et de grandes parcelles mais aussi qu'il faut des villes compactes, denses, piétonnes, avec des rues étroites pour se protéger du soleil ainsi que de la mixité fonctionnelle et sociale. Je décris des bidonvilles avec l'eau et l'électricité.

Lorsque l'on parle de l'avenir de l'urbanisme, il s'agit simplement d'affirmer que les bidonvilles ont beaucoup à apprendre à l'urbanisme, ne serait-ce que le côté incrémental. Les personnes sont ca-

pables, dans des bidonvilles, de commencer avec de tout petits logements, d'investir puis de construire progressivement. **Faut-il commencer par planifier, lotir, équiper et construire et enfin occuper une ville alors que les bidonvilles font l'inverse ? Ils occupent les lieux, construisent, lotissent, puis aménagent et cela devient en fin de compte une ville.**

Ce regard n'est cependant pas simple à changer parce que bien que le bidonville puisse être jugé de différentes façons, il se situe toujours au pôle négatif des jugements, et ce quels que soient les critères de jugement : en efficacité, en droit, en qualité, en hygiène, etc. Cela fait tout de même 40 ans que l'ONU déclare qu'il faut réhabiliter les lieux ! Nous nous trouvons face aujourd'hui à des pouvoirs publics qui souhaitent chasser les personnes pour remettre l'agriculture et des bâtiments pour les riches car le foncier est trop élevé. Le vrai problème réside dans la question spatiale, c'est-à-dire foncière. Le foncier revêt plus d'importance que les habitants eux-mêmes. Comme le terrain a de la valeur, on y construit des logements pour les personnes aisées, même s'ils sont vides. **Le foncier est un droit. Pourquoi donnerait-on la rente foncière à des personnes qui occupent les lieux alors que certaines personnes ont de vrais droits ? Or, si elles sont là, ce n'est pas parce qu'elles l'ont choisi. Elles ont donc elles aussi droit à la ville.** Le foncier est un territoire politique. Aujourd'hui, pour prendre un exemple extrême, en Syrie, les quartiers informels bombardés sont contre Bachar el-Assad et les quartiers formels qui, eux, ne sont pas détruits lui sont favorables. La seule chose que nous pouvons faire, c'est changer notre regard.

Guillaume Josse

Nous avons un problème, particulièrement en France : nous aimons dessiner la ville. Nous pensons également que la forme urbaine a un impact sur la qualité de vie, ce qui, à mon avis, est totalement faux, parce que l'on peut être très heureux dans une ville dense et ne pas l'être dans une ville qui ne l'est pas, de même pour une ville haute ou basse. **Je ne sais pas si le bidonville est l'avenir de l'urbanisme, mais l'urbanisme n'est pas l'avenir du bidonville.** Ne confions pas l'avenir des villes aux urbanistes. Ils peuvent conseiller, comparer mais ce n'est certainement pas aux urbanistes de définir la ville de demain. **Il faut prôner un urbanisme de la réalité, à savoir ce qui se passe réellement sur le terrain.** Il faut encourager l'innovation mais en se basant sur la réalité. Je disais au ministre de l'Environnement de l'État de Lagos qui affirmait qu'il fallait faire partir les bidonvilles et les remplacer. Je lui ai répondu que techniquement, il n'était pas possible de faire partir 12 millions d'habitants. Il faut un urbanisme de la réalité, moins collé aux formes urbaines.